ABDALLAH DJABALLAH À PARTIR DE MILA :

«Un président sain de corps et d'esprit est le minimum consensuel !»

Abdallah Djaballah, est venu à Mila défendre la cause du mouvement des boycotteurs des élections présidentielles du 17 avril prochain, devant un parterre de militants, sympathisants et autres curieux venus l'entendre.

«L'Algérie est plus menacée que jamais, dans son unité nationale et son intégrité territoriale, par ceux-là mêmes qui prétendent la protéger et la défendre contre une quelconque menace ! En piétinant la Constitution et toutes les lois de la République, en humiliant et en spoliant le peuple en le prenant en otage par tous les subterfuges imaginables, ne sont-ils pas en train de le pousser à l'extrême ? Soit ! Supposant qu'un danger extérieur quelconque se fomente à nos frontières et qu'il est, plus que jamais, urgent de se serrer les coudes, n'est-il pas judicieux de laisser le peuple choisir par lui-même celui qu'il considère le plus apte pour ce défi ? La cour de Bouteflika et les laudateurs de tous bords prétendent et reconnaissent que le président-candidat est certes fatigué mais son esprit fonctionne mieux que celui de la plupart d'entre nous ! Nous leur disons que l'Algérie a besoin, plus que jamais, d'un président sain de corps et d'esprit, un homme apte physiquement et mentalement et en possession de toutes ses facultés, pour ne parler que de ce volet-là, devenu sujet à débat dans l'état actuel des choses en Algérie, et c'est malheureux d'en arriver là !» Telles sont les grandes lignes de l'intervention du président du Front pour la justice et le développement (FJD) Abdallah Djaballah, qui est venu défendre la cause du mouvement des boycotteurs des élections présidentielles du 17 avril prochain, devant un parterre de militants, sympathisants et autres curieux venus l'entendre. Dans son intervention, le président du FJD a mis l'accent sur toutes les dérives constatées dans tous les vecteurs de la société, l'incompatibilité de la loi fondamentale qui régit le pays, les dérapages et les fuites en avant qui caractérisent les tenants du pouvoir et leur entêtement à mener le pays vers des lendemains porteurs de grandes incertitudes et de préjudices incalculables. Non à une gestion, par procuration, du pays – Non au piétinement de la Constitution – Non à des élections qui consacrent le fait accompli, la fraude et la médiocrité, etc. Autant de slogans qui appuient le discours du président du parti, ornent sur des banderoles, les quatre coins de la salle.

Photo : Samir Sid

Abdallah Djaballah, président du FJD.

«L'Algérie est à la croisée des chemins et des risques fortement préjudiciables la guettent si jamais elle rate le virage qu'elle entame, elle a donc besoin, pour ce faire, de ses enfants de tous bords afin de la mener à bon port», poursuit Abdallah Djaballah, qui estime que «le pays a besoin d'une véritable refondation, que ce soit sur le plan de ses dirigeants ou de sa loi fondamentale qui a, de tout temps, été défaillante et c'est prémédité, afin de permettre aux dirigeants en place, de manœuvrer toujours dans le sens qui arrange l'intérêt du groupe ou clan au pouvoir, et ce n'est sûrement pas de cette façon qu'on aboutira à un Etat de droit et de justice».

Djaballah a fait une rétrospective sur les 50 années d'indépendance de l'Algérie, il a mis le doigt sur tous les points noirs et les agissements néfastes des uns et des autres, il a fait une multitude de propositions à même de contribuer à des lendemains meilleurs pour ce peuple qui mérite respect et considération.

A. M'haïmoud

TÉBESSA

Un dangereux émir abattu

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a indiqué samedi, dans un communiqué, que parmi le groupe des 7 terroristes éliminés la veille à Tébessa figure le dangereux terroriste Debbar Abdelkamel, dit «Abou Djaâfar».

Ce dernier, a précisé le MDN, est considéré comme le premier responsable des crimes terroristes commis dans la région de Tébessa et des wilayas environnantes du sud-est du pays.

Le MDN a ajouté que l'identification du reste des corps des terroristes est toujours en cours.

Pour rappel, vendredi, à 14 heures, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), agissant sur renseignements, ont éliminé un groupe de 7 terroristes dans la région d'El Khnigue, dans la daïra d'Oum-Ali, à 40 kilomètres au sud de Tébessa.

Un lot d'armements, composé de 7 kalachnikovs, de grenades et de 2 500 cartouches ainsi que des appareils de communication et de vision ont été récupérés.

Le groupe terroriste se déplaçait à bord de deux véhicules de tourisme qui ont été également récupérés.

S. A. I.

FRONT DU CHANGEMENT

Le Madjliss Echoura en conclave ouvert

Questionné sur sa position par rapport à ce qui se dit de son soutien à la candidature d'Ali Benflis aux prochaines présidentielles, Abdelmadjid Menasra, président de Djebhat Ettaghier (Front du changement) de passage à Boumerdès où il a animé un meeting, a laissé durer le suspense.

«Effectivement, le Madjliss echoura s'est réuni avant-hier (vendredi ndlr) jusqu'à une heure tardive de la nuit. Un rapport sur les élections et nos contacts avec le seul candidat indépendant, qu'est Ali Benflis, lui a été présenté. Trois options étaient en discussion ; le soutien à Benflis, le vote blanc ou le libre choix des électeurs. Les avis ne sont pas éloignés les uns des autres. Nous voulions, par contre, prendre une décision avec une grande majorité. Comme nous ne sommes pas arrivés à recueillir une majorité de plus de 60% des votes, nous avons laissé la session du Madjlis ouverte. Mais en cours de semaine, nous sortirons avec une décision.» C'est ce qu'il nous a confié à l'issue de son meeting qu'il a animé à la salle Sennani de Boumerdès, juste après celui d'El Islah.

Selon Menasra, les contacts ont été établis avec Ali Benflis et clôturés par des points de convergence. Reste au conseil consultatif d'avaliser le contenu de ce contrat.

Lors de ce meeting programmé pour clôturer les festivités célébrant le second anniversaire de la création du Front du changement, Menasra a brossé un tableau peu reluisant sur la situation du pays. Mais il n'a soufflé aucun mot sur les termes de son accord avec Benflis.

A noter que l'administration de la wilaya de Boumerdès a créé une cacophonie en programmant dans la même salle, le même jour et à la même heure les réunions de trois partis politiques, notamment les meetings d'El Islah, du Front du changement et un conseil fédéral du FFS. Les trois partis ont dénoncé le mépris de cette administration. Fort heureusement, la sagesse des trois partis l'a emporté. De son côté, le directeur de la salle est intervenu pour affecter la salle de l'internet au FFS. Le FC a reporté son meeting d'une heure.

Abachi L.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le vote blanc du PLJ

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) a une position presque similaire à celle du FFS, soit le tryptique «ni participation, ni boycott, ni soutien», à l'occasion de la présidentielle du 17 avril prochain.

Le premier responsable du parti, Mohamed-Saïd, qui présidait, hier samedi, une réunion de militants et sympatisants au centre culturel d'El Madania, à Alger, a déclaré que la tendance lourde au sein du bureau national du parti est au vote à bulletin blanc. Ceci quoique la position finale sera connue aujourd'hui dimanche, a-t-il tenu à préciser.

Car au PLJ, on nourrit de l'aversion pour le boycott et ayant visiblement trouvé en les candidats retenus par le Conseil constitutionnel pas à même de consacrer le changement graduel et pacifique dont le PLJ fait son credo. Mohamed-Saïd qui ne nourrit aucune «illusion» quant au sort scellé de l'échéance du 17 avril prochain, a vu en le retour au-devant de la scène du duo Ahmed Ouyahia-Abdelaziz Belkhadem comme une volonté du pouvoir de paraître rassembleur aux yeux de l'opinion publique et que «tout est rentré dans l'ordre après la crise qu'il a connu ces derniers mois».

Ceci même si pour l'ancien ministre de la Communication rien n'est encore joué au soir du 16 avril, soit à la veille de l'élection présidentielle.

Et d'inviter la socité civile à se défaire et à se départir de la mentalité de défaitisme qui s'est emparée, notamment de la frange intellectuelle, considérant que «chacun se doit de prendre ses responsabilités».

Une attitude démissionnaire qui ne fait qu'arranger les tenants du pouvoir dans leur souci de se pérenniser aux affaires du pays.

M. K.

APRÈS QUATRE JOURS D'AFFRONTEMENTS SANS RÉPIT

Ghardaïa sombre dans le chaos

Pour le quatrième jour consécutif, Ghardaïa donnait hier, l'allure d'une ville qui livre une bataille épique. Ses habitants qui lancent un SOS au chef de l'Etat s'interrogent : «A qui profite le pourrissement ?».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Ça n'aura été qu'un répit d'un mois, tout au plus. Les affrontements intercommunautaires qui ont secoué la région de Ghardaïa entre fin décembre et début février, ont repris mercredi dernier, d'une manière encore plus violente.

Hier, et pour le quatrième jour consécutif, la fumée se voyait de loin dans la vallée du M'zab. Une rude bataille entre les habitants du quartier Hadj-Messaoud et ceux du Ksar-Mlika a duré pendant toute la journée. Cocktail Molotov, jets de pierres… l'atmosphère est chaotique selon Khoudir Babaz, membre de la cellule de suivi et de coordination. Ce dernier qui affirme que plus d'une centaine de locaux et de maisons ont été carbonisés, pillés et leurs résidants sinistrés, ne comprend pas «pourquoi les services de sécurité tardent à intervenir de la manière qui sied à ce genre de circonstance». Il considère, à ce propos, que l'intervention, jusque-là constatée, des agents de rétablissement de l'ordre public «manque d'efficacité». Ce à quoi il s'interroge : «Je ne comprends pas comment un Etat, que le terrorisme barbare n'a pas pu faire plier, reste impuissant devant une telle situation, pourtant remédiable…».

Notre interlocuteur affirme que beaucoup de commerçants délogent leurs boutiques et plusieurs autres habitants quittent la ville en l'absence d'un minimum de sécurité publique, des biens et des personnes. Le Collectif des Mozabites qui a, pour rappel, tenu ce vendredi, un rassemblement devant la maison de la presse du 1er Mai, à Alger, a lancé un appel de détresse, au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le mettant face à ses responsabilités.

M. M.